

> Que risque une entreprise en cas de travail illégal ? : Sanctions administratives

## Section 2 : Dispositions particulières

### Sous-section 1 : Prestations de services internationales

R. 8115-5

Décret n°2023-185 du 17 mars 2023 - art. 1

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

Les manquements aux obligations mentionnées à l'article **R. 8115-1** sont ceux résultant de la méconnaissance des dispositions de l'article **L. 1262-2-1**, du troisième alinéa du II de l'article **L. 1262-4**, des articles **L. 1262-4-1**, **L. 1262-4-4**, **L. 1262-4-5**, **L. 1263-6** et **L. 1263-7** du code du travail.

### Sous-Section 2 : Accueil et encadrement des stagiaires

R. 8115-6

DÉCRET n°2015-1359 du 26 octobre 2015 - art. 4

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

Les manquements mentionnés à l'article **R. 8115-1** sont ceux résultant de la méconnaissance des articles **L. 124-8**, **L. 124-14** et du premier alinéa de l'article **L. 124-9** du code de l'éducation.

Pour fixer le montant de l'amende applicable aux manquements des articles **L. 124-8**, **L. 124-14** et du premier alinéa de l'article **L. 124-9** du code de l'éducation, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi tient compte des éléments du rapport prévu à l'article **R. 8115-1**, des circonstances de fait, notamment, du caractère réitéré du manquement, de la proportion de stagiaires par rapport à l'effectif tel que défini à l'article **R. 124-12 du code de l'éducation**, de la situation économique, sociale et financière de l'établissement, ainsi que le cas échéant, de la commission d'autres infractions.

Le débiteur de l'amende administrative prévue à l'article **L. 124-17** est l'organisme d'accueil du stagiaire.

[service-public.fr](https://service-public.fr)

> Stages : obligations de l'employeur : Sanctions

### Sous-section 3 : Carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics

R. 8115-7

Décret n°2016-175 du 22 février 2016 - art. 2

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

Lorsqu'un agent de contrôle de l'inspection du travail constate l'un des manquements aux obligations de déclaration et d'information mentionnées aux articles **R. 8293-1** à **R. 8293-4**, et **R. 8295-3** commis par l'employeur d'un salarié ou le cas échéant de l'entreprise utilisatrice d'un salarié intérimaire détaché, il transmet au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, un rapport sur le fondement duquel ce dernier peut décider de prononcer l'amende administrative prévue par l'article **L. 8291-2**, selon les modalités prévues aux articles **R. 8115-2** à **R. 8115-4**.

R. 8115-8

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

Lorsqu'un agent de la direction générale des finances publiques ou un agent de la direction générale des douanes et des droits indirects constate l'un des manquements aux obligations de déclaration et d'information mentionnées aux articles **R. 8293-1** à **R. 8293-4** et **R. 8295-3** commis par l'employeur d'un salarié ou le cas échéant de l'entreprise utilisatrice d'un salarié intérimaire détaché, il transmet, sous couvert du directeur sous l'autorité duquel il est placé, un rapport au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la